TOURNOI INTERNATIONAL DES CENTRES DE FORMATION U17 D'AFRIQUE P.7

Faure Gnassingbé et Obiang N'guéma Mbasogo honorés le 28 octobre prochain à Lomé

Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°460 du Mercredi 04 octobre 2017 - 11ème année - Prix: 250 FCFA

MAUVAIS USAGE DES RÉSEAUX SOCIAUX AU TOGO P.3

Insultes et écarts de langage sur les médias sociaux, un problème de santé publique

Des individus envoient des personnalités dans l'au-delà avant leur mort

ASSEMBLÉE NATIONALE P.6

Intoxication autour de l'affaire des 410.000 FCFA

Les autorités s'expliquent

INTERVIEW

Me Agboyibo favorable au rétablissement de la Constitution de 1992 par une loi d'abrogation des dispositions querellées P.6

RENTRÉE SCOLAIRE 2017-2018

Les élèves reprennent le chemin de l'école dans une tension sociopolitique P.2

Merd Alors

Le mois des rentrées

Eh oui ! Le mois d'octobre, se révèle être le mois des rentrées. Rentrée Scolaire, rentrée parlementaire, rentrée syndicale meublent donc le 10ème mois de l'année. En effet, c'est le 02 octobre comme annoncé officiellement qu'a eu lieu la rentrée scolaire sur toute l'étendue du territoire nationale. Plus de deux millions d'élèves ont repris le chemin de l'école. Cette rentrée a été effective malgré les menaces de grève des syndicats d'enseignants qui disent ne pas être d'accord sur un certain nombre de points avec leur employeur. L'autre rentrée, c'est celle des députés. En le premier mardi du mois d'octobre est celui retenu par la loi fondamentale de notre pays pour faire la rentrée parlementaire. Cette rentrée coïncide avec les mouvements politiques, où l'opposition est en train de demander le retour à la Constitution de 1992. Mais dans la foulée de ces revendications, le gouvernement, réuni en conseil des ministres un 05 septembre a voter un avant projet de loi qui limite le nombre de mandats à deux et le mode de scrutin qui passe de un tour à deux. Cet avant projet de loi a été adopté par une majorité des 2/3 des députés à l'Assemblée nationale alors qu'il en fallait 4/5ème pour que le projet de loi devienne loi la République. Avec ce vote, le seul arbitre qui départager sera le peuple. Et on attend que le référendum. A moins que le chef de l'Etat qui a le dernier mot en décide autrement en demandant une nouvelle lecture de ce projet de loi. L'autre rentrée c'est celle des syndicalistes. On annonce celle de la Synergie (STT), une puissante centrale qui avait donné du fil à retordre au gouvernement il y a quelques années. Dans tous les cas, toutes ces rentrées là, on espère qu'elles donneront de l'espoir aux Togolais. On espère que la rentrée de la STT ne va pas faire sa rentrée syndicale avec des revendications. Il serait superflu de rappeler que la satisfaction des revendications de la Synergie des travailleurs a mis un peu du bemol dans les manifestations. L'on n'a plus entendu la dame de fer Nadou Lawson et le Dr. Atchi Walla donner encore des sueurs froides au pouvoir. L'année dernière devrait même être calme si la CSET ne s'était pas détachée pour faire des revendications spéciales aux enseignants. Avec la rentrée politique prochaine de la STT, le pouvoir devrait faire en sorte que les revendications de la CSET ne soit récupérée par la grande centrale syndicale.

Le Magnan

LA CULTURE MARAICHÈRE AU TOGO :

La situation aujourd'hui

Le maraîchage ou cultures maraîchères est la culture des légumes. Elle est souvent pratiquée sur des terrains qui s'étendent des marécages, un lieu bas et humide où les masses d'air ont des variations de pression très faibles consacré à la culture des légumes. Ces espaces sont est très humifère, tourbeux, riche en azote et convient très bien aux légumes et surtout les légumes feuilles. Cette culture est devenue une activité répondant à la demande alimentaire urbaine tout en jouant un rôle sociologique et économique important. Mais le maraichage au Togo se voit aujourd'hui confronter a des difficultés qui empêche son plein essor et les efforts jusqu'ici mener par les autorités compétentes demeurent insuffisants pour relever les défis auxquelles fait face ce sous secteur.

La production maraichère constitue une composante importante de l'agriculture dans les villes et contribue à sécurité alimentaire en limitant les carences alimentaires grave. Le maraichage est également une activité rémunératrice souvent pratiquées par les groupes vulnérables ou marginalisés de la population urbaine. Cette activité s'appuyant sur les initiatives locales, demeure mal organisé et mal structuré. Or elle un complément financier non négligeable. Malgré ses contributions positives plusieurs contraintes limitent l'essor de ce sous secteur au Togo.

Du point de vue économique, le maraîchage est une activité qui fait appel à des capitaux importants pour produire (achats d'équipements, investissement dans l'installation du système de canalisation, d'irrigation, des motos pompes…), des coûts élevés des opérations techniques (taille, éclaircissage, main d'oeuvre, fertilisation…), des coûts élevés de conditionnement et de stockage. Outre ce poids, la commercialisation des produits est aussi une préoccupation des producteurs. Dans le système de commercialisation en cours, chaque producteur travaille sur la base d'un contrat de vente en gros qui est ensuite relayé par les détaillantes sur les marchés. Pendant les saisons pluvieuses de nombreux consommateurs ruraux produisent pour leurs besoins alimentaires. Ils dégagent souvent des excédants, qui ajoutés aux productions des maraichers entrainent l'augmentation de l'offre. Les marchés intérieurs deviennent trop exigus pour absorber toute la production, ce qui crée le problème de débouchés. Durant cette même période, les maraichers saisonniers, les importations de certains légumes venant des pays voisins (Burkina, Niger…) viennent s'ajouter de façon pléthorique aux marchandises sur le marché. Le prix aux producteurs est diminué amenuisant ainsi les revenus des exploitants.

En dehors de la surproduction, s'en suit un autre ; la qualité des produits. Selon une étude menée par l ANCE-TOGO en 2015, environ 95 des maraichers utilisent des engrais chimiques de synthèse pour leur production, liées au manque de fertilités des sols. Les systèmes de production maraicher au Togo présentent des risques sanitaires et environnementaux très élevés a cause de l'utilisation inadéquate des engrais, et aux pratiques d'irrigations inefficaces. Les maraichers produisent en utilisant des techniques qui vont des plus archaïques et peu recommandées à celles modernes.

Une autre difficulté dans la culture maraîchère pratiquée dans toutes les villes du pays, c'est la pression foncière et le manque croissant de terrain disponible. Les maraîchers travaillent des parcelles de piments, de tomates, de choux, de laitues, d'épinards… de plus des investissements et sont rendus impossible par l'absence de titre de propriété et d'aides à l'achat des intrants nécessaires et spécifiques contre les attaques sans cesse contre les envahisseurs, les parasites animaux et végétaux.

Au point de vue technique : la diversité des opérations techniques (tailles, pincement, palissage…) reviennent souvent chères aux producteurs. Ces derniers sont aussi victimes des changements climatiques. Sur le terrain nous avons eu à interviewer une productrice du nom d'afi GATHE. A la question de savoir quelles sont dispositions prise face aux changements climatiques ? Arrivent-elle a sen sortir ?elle répond: *"notre plus grand souci, c'est la non maîtrise du climat. Aujourd'hui avec les aléas climatiques on a une mauvaise gestion de l'eau et du temps. Nous ne sommes pas sensibiliser sur ce dérèglement et les prévisions météorologiques nous échappent, c'est ce qui fait que nous souffrons. Nous n'avons pas d'alternatives, nos dépenses sont réduites à zéro quand le temps est mauvais. Nous restons à la maison jusqu'à l'amélioration de la saison."*

Au point de vue botanique et physiologique, les produits horticoles sont généralement fragiles et périssables et par conséquent, il faut des moyens et des techniques très poussés pour sauvegarder les

produits (chambres froides à atmosphère contrôlée, conditionnement, moyen de transport etc.) et tout cela nécessite des capitaux.

Des actions de revalorisations de la culture maraichère

L'intensification agricole dans chaque ville, peut jouer un rôle important dans le développement économique de la zone et du pays. En effet, le développement des entreprises agro-alimentaires dépend par ailleurs d'un secteur agricole performant, dont le maraichage est un composant non négligeable. Cependant ce développement qui se fait d'une façon endogène jusqu'à présent est un processus complexe. Il subit une forte concurrence des produits vivriers importés. Pour accompagner les producteurs au Togo, plusieurs actions sont prise pour accompagner les plus vulnérables et leurs permettre de subvenir à leurs besoins. L'Etat togolais appui les maraichers à travers de nombreux services techniques et dans les principaux domaines : l'appui et ou conseil technique, l'accès à terre et l'accès au crédit. L'appui et ou conseil suivi de l'encadrement porte sur la vulgarisation des technologies mis au point par les recherches de l'ICAT et l'ITRA.

D'autres appuis, dont en exemple un projet lancé dans le Vo qui couvre la période de 2014-2015 au Togo avait pour objectif de contribuer à la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable au Togo. Il s'agit essentiellement d'accroître la productivité et de la production maraichère périurbaine tout en améliorant la qualité des produits afin d'augmenter et de sécuriser le revenu des maraichers. L'idée était également de développer une culture de contre saison pour qu'au moment ou les parcelles ne seront pas utilisés pour les cultures vivrières les producteurs pouvaient faire le maraichage.

Pour rehausser le niveau de la situation actuelle au Togo, les cultures maraichères doivent être identifiées comme l'un des filières à promouvoir. Il s'avère donc important d'élaborer davantage des techniques améliorés de production dans le but d'accroître les revenus des producteurs tout en préservant l'environnement et en garantissant aux consommateurs une qualité irréprochable.

Soloum DAWI

RENTRÉE SCOLAIRE 2017-2018

Les élèves reprennent le chemin de l'école dans une tension sociopolitique

La situation politique s'enlise davantage, le front social se met en ébullition, tous les signaux indiquent une semaine de toutes les incertitudes. Tellement, les crises ne font que naître, et le gouvernement, toujours dans l'expectative

Pendant que la coalition des 14 partis politiques de l'opposition a appelé le peuple togolais dans son ensemble à deux jours de marches mercredi et jeudi pour exiger, entre autres, le retour à la Constitution de 1992, les enseignants observent deux jours de grève (aujourd'hui et demain), sans oublier le personnel du Centre hospitalier régional (CHR) de Dapaong qui est actuellement en sit-in.

Le gouvernement est acculé sur tous les fronts. Les Togolais, de Lomé à Cinkassé, seront dans les rues les 4 et 5 octobre. Depuis plusieurs semaines, ils réclament le retour à la Constitution de 1992, le vote de la diaspora, la révision du cadre électoral, la libération immédiate et sans conditions des personnes arrêtées et détenues lors des manifestations antérieures. Outre ces revendications, le peuple togolais réclame le départ pur et simple de Faure Gnassingbé. Plusieurs manifestations pacifiques organisées par l'opposition ont déjà essuyé la répression de la soldatesque du régime, avec au moins 6 morts, plusieurs dizaines de blessés et de nombreux réfugiés, notamment vers le Ghana.

C'est dans cette atmosphère que la rentrée scolaire 2017-2018 a commencé ce jour. Mais là aussi, le choses butent. Actuellement, de nombreux élèves retournent à la maison, puisque les enseignants n'ont daigné se rendre au cours ce lundi matin. Ils sont en grève.

Les enseignants réclament l'application effective de leur statut particulier avant la rentrée. Ce que d'ailleurs le gouvernement avait promis en mars dernier. Mais comme toujours, les promesses du gouvernement togolais ne restent que des promesses.

Cette grève, disent les enseignants, est un avertissement, surtout si Selom Klassou qui a affiché tout son sourire vendredi dernier lors de la rencontre Gouvenement-syndicats d'enseignants, ne met pas rapidement en oeuvre le statut particulier. D'autres mouvements pourraient survenir dans les jours qui viennent. Et quand on sait la réaction des élèves au moment où leurs enseignants sont en grève, on redoute des jours sombres pour le Togo, avec les manifestations de rue que le régime a déjà du mal à gérer.

L'autre front reste le secteur de la santé. Depuis quelques jours, le personnel soignant du Togo menace d'entrer en grève. Plusieurs rencontres ont été déjà organisées par leurs syndicats. L'amélioration des conditions de vie et de travail de ces agents de santé reste leurs préoccupations.

Aujourd'hui excédés, les agents du CHR de Dapaong ne pouvaient visiblement plus attendre. Ils observent ce matin un sit-in. Ils exigent le départ sans condition de l'Agent comptable qui considère la structure publique qu'est le Chr comme son Entreprise privée, et le paiement de certains arriérés de salaire.

Ces agents protestent en outre contre la non disponibilité des médicaments de façon permanente à la pharmacie et l'absence des réactifs au laboratoire. Ils revendiquent la signature des contrats à une catégorie personnel paramédical qui est exploité depuis plus de deux ans, car, estiment-ils, ces agents étaient là avant les enfants des administrateurs de ce centre qui ont été intégré comme contractuel au CHR.

Des situations qui inquiètent. Surtout en cette première semaine de la rentrée scolaire trop fragile.

T.Bôdj^guêti

MAUVAIS USAGE DES RÉSEAUX SOCIAUX AU TOGO

Insultes et écarts de langage sur les médias sociaux, un problème de santé publique

Des individus envoient des personnalités dans l'au-delà avant leur mort

Ce n'est secret pour personne. Avec la crise sociopolitique que traverse le Togo, les réseaux sociaux sont devenus l'arène publique où tous les coups sont permis. Et ce sont les images choquantes et les messages incendiaires qui font la loi. Dans une déclaration rendue publique, le Mouvement Martin Luther King hausse le ton et dénonce la situation.

Selon l'analyse du Togolais Ali Tossa, *«il est difficile de passer de concession en concession avec une fiche d'enquête pour avoir une idée nette du niveau d'éducation et ses répercussions sanitaires sur la population. Mais avec la prolifération des groupes whatsapp et Facebook, l'on peut aisément faire une évaluation».* Pour cet observateur avisé de l'utilisation des réseaux sociaux dans notre pays, l'intolérance politique et citoyenne, l'ignorance, la limite intellectuelle, la liberté d'expression arrachée en milieu familial et la violence familiale pourraient expliquer le mauvais usage fait aujourd'hui des réseaux sociaux.

Selon l'analyste togolais Ali Tossa, *«certains développent volontairement ou involontairement une haine, une méchanceté envers ceux qui ne partagent pas le même avis qu'eux. Ce faisant, ils dénient à leur vis-à-vis le droit à l'expression et la liberté d'opinions».* D'autres *«pensent que les débats dans les groupes whatsapp et Facebook sont un concours d'injures pour lequel ils travaillent pour remporter le premier prix ».*

Pour d'autres encore, dans l'incapacité de comprendre les sujets, mais voulant forcément intervenir, se lancent par incapacité intellectuelle, dans les écarts de langage sans le savoir.

Internet était un outil formidable, la promesse d'un monde plus horizontal. Un vent de liberté soufflait sur le vieux monde. Et puis les 'like' et les 'tweet' sont arrivés comme une pomme dans le jardin d'Eden. Et ils ont tout emporté avec eux.

Les rumeurs, les fausses informations, l'appel à la haine se sont répandus. Une catastrophe pour la démocratie.

Entretemps, ces réseaux sociaux avaient «tué» Edem Kodjo, J.J Rawlings et même le Président Nigerian qui était sur le lit d'hôpital. Sans aucun recoupement, des gens sans se sourciller, balancent des informations sur des personnalités.

La dernière illustration de ce virage inquiétant, l'annonce par la réseaux sociaux de la mort de l'un des vétérans de la politique togolaise, Yawovi Agboyibo, président du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR). Le malheureux est en pleine santé et a démenti la nouvelle lundi, mais le mal est fait.

En ces temps de tension politique, tout est bon pour les animateurs de blogs ou de pages sur Facebook.

De la désinformation de base pour tenter de convaincre une audience malheureusement crédule et naïve. Ce qui a amené Le MMLK du Pasteur Edoh à réagir à travers une déclaration

Réseaux sociaux ou canaux de vengeance et d'immoralité au Togo ?

Le Mouvement Martin Luther King s'inquiète des publications et des messages de haine, de violence, de menace et de vengeance sur les réseaux sociaux et lance un appel pressant à tous les acteurs politiques, à leurs militants et à tous les concitoyens à la retenue, à la modération et à faire preuve de moralité.

Il n'est de secret pour personne que la situation politique Togolaise se cristallise et s'envenime ces derniers temps avec des mouvements de protestation relatifs aux réformes constitutionnelles et institutionnelles.

Du coup, les tensions et les velléités s'exacerbent entre les parties antagonistes et leurs militants, ce qui est un danger pour la République. Ces signaux qui prédisposent au rouge, se lisent désormais au quotidien dans des publications non recommandables et immorales sur les réseaux sociaux. Ces déclarations pullulent et affluent sur ces réseaux notamment What's Apps, le plus utilisé actuellement. A vue d'œil, tout porte à croire que la stabilité, la cohésion et le vivre ensemble seraient sérieusement menacés.

Tout observateur avisé peut voir se former à l'horizon les risques d'explosion sociale profonde dont les conséquences pourraient conduire fatalement au drame de notre temps Or, depuis l'avènement de What's Apps avant les contestations populaires, l'amour, la courtoisie, le respect mutuel et la convivialité étaient les seuls maîtres mots qui animaient les plates-formes et les groupes What's Apps. Mais, depuis les premières contestations populaires, qui se sont soldés par des représailles sanglantes et les violences entre les manifestants et les forces dont les morts, les blessés et les arrestations, nous assistons à un dérapage et à un revirement accélérateur de la situation qui risque d'atteindre le point de non-retour si nous ne nous réussissons pas.

Le Mouvement Martin Luther King continue condamne avec fermeté ces actes de violences et de barbarie d'une autre époque et demande que la lumière soit faite afin de situer les responsabilités et que justice soit faite.

Le MMLK tout en s'attachant à la nécessité et l'impérative de faire les réformes pour normaliser et crédibiliser davantage les principes fondamentaux de la démocratie et de l'Etat de droit, se préoccupe également de l'allure suicidaire que prennent les derniers événements.

Il y a donc lieu de préserver le climat de vécu quotidien et ordinaire entre les citoyens quelques soient leurs appartenances politique, religieuse et ethnique sans pour autant le promettre et l'en attacher. Par conséquent, le MMLK, fidèle à ses principes de non-violence, de paix et du respect de droit et de dignité pour tous, appelle instamment les uns et les autres à renoncer à des publications et des propos incendiaires et provocateurs qui sont loin de favoriser la paix sociale, le vivre ensemble et la diversité ethnique pour l'intérêt national.

Au regard de tout ce qui précède, l'on note un mauvais usage des réseaux sociaux dans notre pays qui crée des désagréments aux honnêtes citoyens.

A.I.

UNE AUTRE POMME DE DISCORDE POUR LES MARCHES DES 4 ET 5 OCTOBRE 2017

Le gouvernement demande à la coalition de modifier un itinéraire

L'opposition togolaise organise mercredi et jeudi à Lomé ainsi qu'à l'intérieur du pays, de nouvelles manifestations publiques. La manifestation organisée pour commémorer le soulèvement populaire du 5 octobre crée déjà les premières incompréhensions entre le gouvernement et l'opposition.

Par la marche du 04 octobre, la coalition de l'opposition togolaise compte donner un ultime avertissement à Faure Gnassingbé et démontrer sa colère avec celle du jeudi 05 octobre. La coalition de l'opposition exige toujours le retour à la Constitution de 1992 et l'effectivité du vote de la diaspora notamment.

A Lomé, trois points de rassemblements sont prévus. Il s'agit de l'Ets CCP, de Bè Gakpoto et de Atikoumé/Akossombo. Le seul point de chute est la Plage face hôtel Sancta Maria. Et tout semblait être en ordre.

Mais le gouvernement togolais vient de réagir et demande à la coalition de l'opposition de modifier un des itinéraires. Dans une lettre adressée à la coalition de l'opposition, le ministre de l'Administration territoriale estime que l'un des itinéraires est inapproprié.

L'itinéraire de la discorde est celui qui part de Tokoin-Doumassessé pour aboutir à la Plage: Ets CCP-Carrefour Eglise Baptiste- Uniprix (Rails)- Tokoin Trésor- Ramco-Fontaine lumineuse- Bd circulaire-Deckon Déckon- Pharmacie du Bd-Rex- Nopato- Rue de Bè- Immeuble Fiata- Bd Circulaire côté est-Festival des glaces- Plage face hôtel Sancta Maria.

Le ministre Payadowa Boukpessi précise dans la correspondance que l'opposition avait manqué de mentionner ce "point de départ" dans sa note d'information.

M. Boukpessi demande aux responsables de l'opposition de modifier l'itinéraire prévu, pour éviter tout problème.

Il a même proposé que les manifestants de ce point de rassemblement rejoignent le point de départ d'Atikoumé pour suivre l'itinéraire Atikoumé/Akossombo-Todman-Gbossimé- Bd de la Kara-Gbossimé- Carrefour Eglise Baptiste- Uniprix (Rails)- Tokoin Trésor- Ramco- Fontaine lumineuse- Bd circulaire- Déckon-Pharmacie du Bd- Rex- Nopato-Rue de Bè- Immeuble Fiata- Bd Circulaire côté est- Festival des glaces- Plage face hôtel Sancta Maria.

L'opposition qui exige le retour à la Constitution originelle du 14 Octobre 1992, la révision du cadre électoral et l'instauration du droit de vote des togolais de l'étranger veut également demander au pouvoir d'arrêter la répression des manifestations et de libérer les manifestants arrêtés et détenus.

Le seul défi aujourd'hui pour l'opposition, c'est la mobilisation. Avec la répression qui s'abat sur les populations dans les différentes villes considérées à haut risque l'on craint qu'il n'y ait pas beaucoup de gens dans les rues. Et de surcroit, beaucoup commencent par se décourager. La révolution voulue est ratée depuis le 19 Août. Aujourd'hui l'opposition est en train de faire de la comédie et le pouvoir lui en donne l'occasion. Si des gens veulent encore marcher pour des années encore, ça fait leur affaire. « Nous on est en train de préparer les échéances qui nous attendent en 2018 », confie un proche du pouvoir.

L'heure n'est plus à une résistance qui ne donne rien. Les populations sont laissées dans une illusion totale et c'est elle qui subit les affres des répressions. Avec ce nouveau bras de fer qui s'annonce entre le gouvernement et l'opposition sur ces questions d'itinéraires, il y a de l'électricité dans l'air.

M.Bîmôke

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18~~%

10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

«Le déverrouillage des institutions a déjà commencé par Pitang Tchalla». C'est de cette manière que Jean Kissi, un député à l'Assemblée nationale a cru bon de se réjouir de la mort du Président de la HAAC, feu Pitang Tchalla. Au moment où les gens parlent de tristesse et de recueillement, le député Kissi voit seulement le déverrouillage. Est-ce la mort d'un Président d'une institution peut apporter immédiatement le déverrouillage ? C'est la grande déception dans la classe politique et plus généralement au sein des populations togolaises qui savent toutes respecter la mémoire d'un mort, fut-il un adversaire politique. De la part de cet élu de la nation, le peuple attend des excuses. Et Jean Kissi doit présenter également des excuses à la famille Pitang Tchalla. Plus que le décès du Président de la HAAC, c'est plutôt les propos plus que déplacés de Jean Kissi qui choquent les Togolais en ce moment. Sincèrement Kissi est allé trop loin. On ne se moque de la mort d'une autre personne même si on ne partage pas les mêmes opinions. Ce qu'il a fait là, s'apparente trop à de l'enfantillage. On sait depuis que le mot déverrouillage est sorti pour la première fois depuis quelques années de la bouche de Me Agboyibo, le mentor de Jean Kissi. Mais jamais, Agboyibo ne se moquerait de la mort de Pitang en faisant allusion au déverrouillage des institutions de la République. Il faut arrêter de faire des zèles inutiles et qui n'apportent rien à la cohésion sociale. Aujourd'hui, les propos désobligeants de Kissi, l'ont mis en disgrâce. Tous les jeunes qui veulent être comme lui et faire comme lui sont totalement déçus. Comment prendre en exemple celui qui ne maîtrise pas ses instincts. Vraiment, c'est dommage. Chacun a son tour chez le coiffeur. Aujourd'hui c'est Pitang qui a été rappelé à Dieu, demain on ne sait pas qui va le suivre. Donc faisons attention à ce qui va sortir de nos bouches.

LE TOGO AU SALON DUTOURISME ET DE L'HOTELLERIE DE OUAGADOUGOU (SITHO)

du 29 septembre au 1er octobre 2017

Le Togo a participé du 29 septembre au 1er octobre 2017 à la 12ème édition du Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou. Le SITHO est un salon professionnel qui offre l'opportunité aux administrations nationales du tourisme de l'Afrique de l'ouest et aux opérateurs privés du secteur (agents de voyages, hôteliers, restaurateurs. . ..) de rencontrer les Tour opérateurs internationaux invités pour discuter de l'organisation des voyages touristiques et de l'accueil des vacanciers dans nos pays.

Le Togo a été représenté à ce salon par une délégation du Ministère de l'Industrie et du Tourisme et le chef d'agence d'Alba Travel Service. Des potentialités touristiques du Togo, les infrastructures d'accueil et d'hébergement, les capacités d'organisation des excursions et circuits touristiques ont été mises en évidence sur le stand Togo à travers les affiches, les dépliants, les brochures, les cartes routières et plans de ville ainsi que la projection en boucle de films de promotion touristique. Les visiteurs du stand du Togo ont été vivement motivés à effectuer des voyages touristiques dans notre pays.

Cette 12ème édition est placée sous le thème *«Tourisme interne : Défis et Opportunités»*. Ainsi en marge des expositions, plusieurs communications suivies de débats ont été faites sur cette thématique au cours du colloque organisé à cet effet. Il s'agit de rechercher les voies et moyens pour intéresser davantage d'une part, les ressortissants de chaque pays à visiter et découvrir son propre pays et d'autre part, les ressortissants ouest africains à voyager et à découvrir, les attraits touristiques de l'espace sous- régional qui est intégré à travers la politique commune du tourisme de l'UEMOA et les stratégies de la CEDEAO pour le développement du secteur.

Courtes contre la montre

Au moins 2 morts et plusieurs blessés dans un braquage

La ville de Lomé retient actuellement son souffle après un braquage à mains armées qui s'est produit peu avant 13 heures GMT au Grand Marché de la capitale. On signale au moins 2 braqueurs tués mais également de nombreux blessés parmi des passants. Une horde de braqueurs a attaqué le Grand Marché de Lomé mardi aux alentours de 13h GMT semant la panique générale dans plusieurs quartiers de Lomé. Selon les premières informations en notre possession, le gang armé d'armes de guerre dont des kalachnikovs a ouvert le feu dans la rue Sylvanus Olympio au Grand Marché de Lomé. Au départ, plusieurs avaient cru au braquage de Ecobank dont le siège de la filiale togolaise se trouve sur cette avenue. Mais finalement, ce sont plutôt ceux qui échangent les dévises dans le secteur qui sont ciblés. Très rapidement, les forces de l'ordre et de sécurité sont intervenues et ont réussi à neutraliser 2 des braqueurs qui ont rendu l'âme sur place. C'est alors que le reste de la bande, en voiture, a entamé un rallie avec les éléments de la Brigade d'intervention rapide (BIR). Les échanges de tirs ont duré jusqu'au quartier Bè et autres, selon des témoins. La question que les gens se posent, c'est comment est-ce que des gens peuvent avoir le courage et en pleine journée d'aller tirer dans la foule ? Si ce n'est des habitués. Dans tous les cas, c'est tout comme ont dit tous les jours pour le voleur mais un seul jour pour le propriétaire. Cette attaque ressemble fort à ce qui s'est passé il y a quelque temps à l'aéroport de Lomé ou des braqueurs avaient à semer la terreur et la panique pour après remporter des sommes d'argent dans un sac Bafana Bafana et traverser à moto la ville. D'aucuns se demandent si ce ne sont pas les mêmes braqueurs. Parce que l'armement utilisé hier fait peur.

Ces réseaux sociaux qui « tuent »

Décidément, l'on ne comprend plus rien. Alors que les réseaux sociaux sont des outils de travail et de communication, d'autres ont décidé d'en faire un outil de dénigrement de tous genres et de mensonges. C'est sur ces réseaux sociaux surtout le watthsapp que l'on nous fait voir de toutes les couleurs. Il est malheureusement loisible de voir des gens publier une intox et de demander aux autres de confirmer. Si l'on n'est pas sûr d'une info on ne la publie pas. On procède aux recoupements d'abord. Plusieurs fois, des gens sont allés jusqu'à annoncer la mort de grandes personnalités. Entre temps, c'est Edem Kodjo qu'ils ont « tué » par watthsapp. Même le DG de la LONATO qui était encore sur le lit d'hôpital avant été « tué » par les watthsappiens avant sa mort naturelle. Le pire aujourd'hui, c'est qu'ils ont annoncé la mort de Me Agboyibo sans chercher à se rapprocher de la famille de ce dernier. L'intox, on sait comment, est partie comme une traînée de poudre. Ils annoncent et ils demandent de confirmer. Celui qui a balancé l'info connait bien la famille politique de Me Agboyibo. Ce sont ces genres de choses qui font que personne ne veut plus accorder du crédit à des informations même les plus crédibles. Les réseaux sociaux ne sont pas fait pour diffamer ni pour mentir. Ce n'est pas parce que, les autorités n'arrivent pas à contrôler ces réseaux sociaux qu'il faut faire de n'importe quoi.

C'était mal programmé !

La journée « Togo mort » décrétée par l'opposition pour demander aux populations de rester chez elle pour se recueillir pour les morts qui sont tombés lors des dernières manifestations de l'opposition n'a pas connu une réussite totale. Les résultats étaient mitigés. Dans la matinée de ce vendredi 29 septembre, les activités ont roulé au ralenti. Peu après dix heures, tout est rentré dans l'ordre. Beaucoup avaient peur d'être attaqué ou séquestré ou voir leurs magasins pillés. Ils ont donc observé une certaine prudence. Il faut reconnaître d'autre part que la journée avait été mal choisie. On ne peut pas se permettre d'appeler à un « Togo mort » à la veille d'une rentrée scolaire. Les gens sont en train de préparer la rentrée de leurs enfants. Il y a des commerçants qui ont fait des commandes de fournitures scolaires. Ces personnes ne peuvent pas rester à la maison sous prétexte d'un appel de l'opposition. C'était une mauvaise stratégie quand on sait que ceux qui peuvent observer le mot d'ordre ne pouvaient être que les particuliers. Au niveau de l'administration publique aucun fonctionnaire ne peut oser rester à la maison. L'échec de cet appel est dû à des mauvais calculs. A la veille d'une rentrée scolaire, on ne lance pas un tel mot d'ordre.

Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication
Abass ISSAKA
90 16 49 87 / 90 85 85 22

Responsable commercial
Bertine ADJAHO
90 36 97 10

Mise en page : Magnan

Imprimerie : Rad Graphic Sarl U.

Tirage : 2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr

INTERVIEW

Me Agboyibo favorable au rétablissement de la Constitution de 1992 par une loi d'abrogation des dispositions querellées

Le président national du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR, opposition) Me Yawovi Agboyibo apporte son éclairage sur la situation que vit le Togo et fait des propositions pour une sortie de crise. Dans une interview accordée mardi 03 octobre à l'Agence de presse Afreepress, le président national estime que la revendication du retour à la Constitution du 14 octobre 1992 faite par l'opposition, est une « revendication légitime» et se dit de l'issue des réformes.

«Je ne vois pas comment le régime peut durablement se soustraire à l'exécution de l'ensemble des réformes prescrites par l'APG. L'opposition peut amener le gouvernement à s'exécuter pourvu qu'elle fasse preuve à la foi de fermeté et de discernement », croit-il fermement.

Il impute le retard pris dans la mise en œuvre des réformes à la communauté internationale qui, selon lui, a transigé les recommandations de l'Accord Politique Global (APG) en reprenant la coopération avec le Togo sans s'assurer du respect des engagements pris par l'Etat togolais. L'Union Européenne est particulièrement indexée par l'ancien Premier ministre dans cet échec.

Lire l'interview.

Afreepress : Une rumeur circule au Togo et à l'étranger sur votre mort. Comment l'avez-vous appris et qu'est-ce que vous en pensez

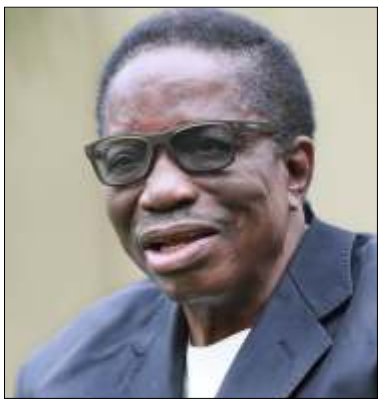
Me AGBOYIBO : Je l'ai apprise par des amis qui m'en ont parlé au téléphone. Je me suis interrogé sur les mobiles du montage d'un mensonge aussi odieux. Je me rappelle que ma présence à la marche du 6 septembre 2017 et mon intervention du 08 septembre sur RFI ont suscité des réactions d'envie avec des menaces de mort. C'est dans le prolongement de ces menaces que se situe la manœuvre d'intoxication. Je n'entends pas perdre mon temps à me préoccuper de ceux qui cherchent à me détourner de mon devoir.

Le CAR est engagé aux côtés des forces politiques de l'opposition dans la rue. Qu'est-ce qui vous a déterminé personnellement à vous impliquer dans le mouvement ?

Me AGBOYIBO : Le CAR n'est pas simplement aux côtés des forces en lutte pour le changement politique. Il est fermement engagé dans le noyau dur des partis qui pilotent le mouvement. Et ce n'est pas par hasard. C'est en raison de la justesse de la cause. Je considère que la revendication du retour à la Constitution du 14 octobre 1992 est une légitime riposte aux calcites du RPT qui ont, le 31 décembre 2002, fait greffer sur la IVè République en remplacement de la Constitution du 14 octobre 1992, la fameuse Constitution du 09 janvier 1980 qui a servi de socle aux violations des droits humains, aux traitements inéquitables des citoyens en matière d'accès aux emplois publics et bien d'autres pratiques oppressives endurées par nos populations de 1970 à 1990, le temps fort du système à parti unique.

Quelle est la spécificité de la Constitution du 09 janvier 1980 que vous venez d'évoquer ?

On se rappelle que pour conférer une façade de légalité au pouvoir qu'il a exercé de fait durant les treize premières années de son règne, le Général Eyadema s'est créé la IIIè République en consacrant officiellement par la Constitution du 09 janvier 1980, le système de Parti-Etat basé sur la fusion de l'Etat dans le Parti unique. Ce système institutionnel a imposé à tous les organes d'Etat, du parti ainsi qu'à tous les Togolais le devoir de soumission à la volonté du Chef de l'Etat, investi du pouvoir de nomination à toutes les



fonctions d'administration et de contrôle de la gouvernance du pays, y compris la magistrature.

Le système a fonctionné sans faille jusqu'aux soulèvements populaire du 05 octobre 1990 et du 16 mars 1991 à la suite desquels, des représentants de diverses couches sociales, réunis en Conférence nationale de juillet 1991 y ont mis fin et ont organisé une transition qui a élaboré une nouvelle Constitution promulguée le 14 octobre 1992, après adoption par un référendum auquel la quasi-totalité des Togolais ont pris part à l'appel du Président de la République et de toutes les formations politiques.

C'est par ce consensus national que le Togo est entré dans la IVè République avec une Constitution conçue de sorte que les membres des institutions de l'Etat au niveau central ou local émanent de la volonté du Peuple.

Il est apparu dès la mise en route de la nouvelle République, que le Général Eyadema n'était pas disposé à s'adapter à l'état d'esprit qu'il fallait pour assurer le bon fonctionnement des institutions et à traduire dans les faits le changement voulu.

Le divorce entre la Constitution et la pratique politique a atteint un niveau tel que le Chef de l'Etat en est venu à convier l'Assemblée Nationale composée exclusivement des députés de son parti, à supprimer dans la Constitution de 1992, toutes les dispositions de nature à gêner sa volonté de gouverner le pays sur le modèle de la constitution du 09 janvier 1980.

Le Chef de l'Etat croyait qu'en substituant la Constitution du 09 janvier 1980 à la Constitution de la IVème République, il se serait mieux outillé institutionnellement pour faire face à la crise socioéconomique qui prévalait dans le pays. Il s'était trompé : le délabrement politique et socioéconomique du pays n'a cessé de s'aggraver, au point que le Chef de l'Etat s'est finalement senti contraint de conclure en mars 2003 avec l'Union Européenne la convention dite des 22 engagements. Parmi ces engagements figure celui d'ouvrir avec l'opposition le Dialogue national initié en mars 2006 et sanctionné par l'Accord Politique Global (APG) du 20 août de la même année.

Les parties signataires ont convenu que la mise en œuvre du chapitre III de l'APG concernant les réformes constitutionnelles et institutionnelles soit assurée par le gouvernement transitoire et poursuivi, le cas échéant, par le gouvernement qui sortira des élections législatives de 2007.

A ce jour, soit onze ans après, le chapitre III en question de l'APG n'a pas été exécuté, le RPT s'étant affranchi des pressions de Bruxelles en mettant tout en œuvre pour amener l'Union Européenne et ses Etats membres à reprendre la pleine coopération avec le Togo en 2008 à la suite des élections législatives, alors qu'il était entendu que la suspension ne devrait être entièrement levée qu'après réalisation de l'ensemble des réformes institutionnelles et constitutionnelles en attente d'exécution.

Pensez-vous que l'opposition est en mesure d'amener le gouvernement à procéder à d'autres réformes que celles qui ont fait l'objet des débats et du vote intervenus en septembre 2017 à l'Assemblée Nationale?

J'en suis convaincu. Je ne vois pas comment le régime peut durablement se soustraire à l'exécution de l'ensemble des réformes prescrites par l'APG. L'opposition peut amener le gouvernement à s'exécuter pourvu qu'elle fasse preuve à la foi de fermeté et de discernement.

De quelle façon selon vous doit-on procéder aux réformes politiques?

La façon la plus appropriée et la plus simple est celle consistant à rétablir la Constitution de 1992 en y réintégrant par une loi d'abrogation les dispositions qui y avaient été modifiées et à compléter par application de l'APG, ce rétablissement par des réformes additionnelles nécessitées par les situations nouvelles que le pays a connues depuis 1992.

A vous entendre à l'instant, on dirait que vous reprochez à l'Union Européenne d'avoir desservi les populations togolaises en levant dans la précipitation les sanctions prises contre le régime à la suite des évènements tragiques de 1992?

Pour avoir procédé à la levée totale des sanctions en 2008 sans que les conditions requises soient remplies, l'Union Européenne a effectivement conforté le gouvernement togolais dans son refus de mettre en œuvre les réformes et a contribué à la persistance de la crise sociopolitique au Togo.

Votre mot final.

Les conditions dans lesquelles la communauté internationale a tourné dos à son implication dans le processus de réalisation des réformes constitutionnelles et institutionnelles illustrent une fois de plus, sans pour autant renier les soutiens extérieurs, que c'est avant tout sur leur propre détermination et leur esprit de sacrifice que les Togolais doivent compter pour créer les conditions de leur libération et de leur bonheur.

Source : afreepress

ASSEMBLÉE NATIONALE

Intoxication autour de l'affaire des 410.000 FCFA
Les autorités s'expliquent

Depuis lundi, une affaire de 410.000 FCFA est devenue sujets à discussions sur les réseaux sociaux. Les députés de l'opposition ont présenté cette manne comme une sorte de corruption par rapport à la situation qui se passe actuellement. Mais les autorités recadrent tout le mondeet mettent les points sur les « i ».

Les députés issus des partis membres de la coalition de l'opposition togolaise ont indiqué ne pas comprendre cette augmentation. Certains ont même parlé d'une tentative de corruption et les réseaux sociaux s'enflamment. Les autorités togolaises s'expliquent. En effet, depuis lundi, un procès est fait au pouvoir de Faure Gnassingbé d'avoir cherché à corrompre les députés de l'opposition avec une dotation de 410 000 Fcfa sur le compte de chacun d'eux. Une théorie abondamment relayée sur les réseaux sociaux après que les députés ont eux-mêmes indiqué qu'ils n'avaient reçu aucune explication concernant cette dotation particulière.

LA RÉACTION DE L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE

«Les députés à l'Assemblée nationale, tous membres de l'opposition parlementaire, constatent avec surprise, à la fin du mois de septembre 2017 que les indemnités parlementaires que le Trésor public vient de virer directement sur leurs comptes bancaires respectifs, ont augmenté d'une somme de QUATRE CENT DIX MILLE (410.000) F CFA, sans qu'aucune explication ne soit donnée pour justifier un tel changement qui, au demeurant, n'a fait l'objet au préalable ni d'aucune information, ni d'aucune décision, ni d'aucun débat.

Dans l'ignorance totale des intentions réelles liées à cette augmentation et en attendant d'en savoir plus, les députés de l'opposition parlementaire décident de mettre en commun le produit total de cette augmentation pour constituer un fonds spécial de circonstance qui permettra :

1) d'aider à soigner les blessés,

2) de soulager les réfugiés politiques et les personnes contraintes à la clandestinité,

3) d'assister les détenus politiques,

suite aux répressions sanglantes et aux expéditions punitives menées contre les populations notamment dans les préfectures de l'Oti (Mango), Assoloi (Bafilo) et Tchaoudjo (Sokodé), dans le cadre des manifestations publiques pacifiques des mois d'août et de septembre 2017. Des populations qui, à l'instar du peuple tout entier, au Togo comme dans la Diaspora, exigent essentiellement le retour à la Constitution originelle de 1992 ».

A lire cette déclaration d'Isabelle Ameganvi, on a l'impression que ces députés ne sont pas au courant de cette manne. Si les gens ne sont pas d'accord et ne reconnaissent pas la provenance de ces fonds qu'ils les retournent au trésor public. L'exemple du Président de la Cour suprême du Kénya est là pour édifier tout le monde.

Aux informations ce matin, il nous revient que la réalité est tout autre. Les autorités togolaises indiquent que l'argent versé n'est rien d'autres que la ligne du budget qui concerne les déplacements des députés dans leurs zones.

La ligne en question, nous explique-t-on correspond globalement à un peu plus de 40.000 francs par mois pour chaque député.

« Il y a eu des retards depuis janvier. Le ministère de l'économie vient à peine de débloquer les fonds. Et eux ils veulent parler de ça comme une affaire politique », ajoute un membre du gouvernement qui accuse l'opposition de vouloir faire de l'intox avec cette affaire pour mobiliser plus de monde pour la manifestation programmée. Jean Kissi l'a confirmé lors d'une émission que c'est de l'argent qui leur devrait être payé depuis. Qu'ils ont pinaillé on ne leur a rien donné. Et de dire que pourquoi c'est au moment où l'opposition réclame le retour à la constitution de 1992, qu'on trouve le temps de parler du rappel de ces frais de mission.

Signalons que sans comprendre la raison de cette dotation, les députés de l'opposition ont annoncé vouloir venir en aide aux au blessés, soulager les réfugiés politiques et les personnes contraintes à la clandestinité et enfin assister les détenus politiques des dernières manifestations du PNP et de la coalition de l'opposition.

TOURNOI INTERNATIONAL DES CENTRES DE FORMATION U17 D'AFRIQUE

Faure Gnassingbé et Obiang N'guéma Mbasogo honorés le 28 octobre prochain à Lomé

Enfin elle aura bel et bien lieu la finale de la première (1ère) édition du tournoi international de la paix des centres de formation des jeunes U17 d'Afrique. Démarrée en fin d'année 2016, cette compétition va connaitre son apothéose le 28 octobre 2017 sur le terrain de la Jeunesse club d'Agoè-Nyivé (JCA). La finale qui va opposer l'équipe ghanéenne de Tsuniami All Star à celle du Togo Agouwa Football Club Académie.

L'information a été rendu publique au cours d'un point de presse animé le mardi 26 septembre dernier à Lomé par le président de la fondation internationale « Issa Hayatou », Anoi NIniba Castro en présence de Monsieur Moustapha Kassendja, représentant la Fédération Togolaise de football (FTF), de Kouadio Konan Bertin représentant le parti PDCI-RDA de la Côte d'Ivoire et de Pierre Nougbléga, Vice-Président de la Ligue Lomé golfe de football.

«Nous avions convié la presse pour l'informer que le tournoi international de la paix des centres de formation que nous avions organisé ici à Lomé en 2016 connaitra donc son apothéose dans un mois plus précisément le samedi 28 octobre. Cette finale avant d'être un match de football, c'est une fête qui va rassembler la jeunesse africaine. Nous avons choisit le Togo parce qu'il est un pays reconnu dans la sous-région comme un pays de paix, un pays de très grande stabilité où il fait bon vivre. De là, nous saluons la disponibilité de ces dirigeants qui ont accepté que ce tournoi se déroule au Togo », a laissé entendre Anoi Castro Niniba, promoteur et président de la fondation Issa Hayatou.

Selon lui, le football qui est un facteur rassembleur des peuples ne se pratique que là où règne la paix et la stabilité et donc par ricochet de tel évènement international ne s'organise que dans des pays remplis des valeurs de fraternité, d'hospitalité et c'est le cas du Togo.

«On ne vient pas tenir un évènement de ce genre dans un pays quand il n'y a pas la paix et c'est parce que le Togo est un pays de paix, un pays stable que cet évènement d'envergure international aura son apothéose le 28 prochain. Quand on a un esprit sportif, on fait face à n'importe quelle situation. Le sport en général et le football en particulier est un facteur de rassemblement, de paix et de stabilité », a-t-il expliqué.

Malgré des difficultés énormes rencontrées dans l'organisation de cet évènement, l'objectif assigné au départ par le promoteur est au-delà de la moyenne : *«Au cours de cette compétition, des jeunes talents ont été décelés pour avoir tapé dans l'oeil des recruteurs qui étaient présents. Ils iront faire des tests en Europe pourquoi pas être recruté par des clubs plus huppées et reconnus ».*

Présent à ce rendez-vous avec la presse, Kouadio Konan Bertin représentant le parti PDCI RDA de la Côte d'Ivoire n'est pas allé du dos de la cuillère pour exprimer sa fierté, sa joie et sa gratitude pour l'honneur qui lui a été fait en l'invitant à présider la finale du tournoi international de la paix organisé à l'endroit de la jeunesse africaine.

«J'ai été invité pour présider la finale de ce tournoi des jeunes U17 de centre de formation et je suis venu pour honorer cet évènement. Il s'agit d'un évènement qui concerne nos enfants de moins de 17 ans, j'ai été moi-même pendant 13 ans le président des jeunes de mon parti le PDCI RDA et donc pour vous dire combien cette jeunesse me tient à coeur. Si dans un pays dans les pas des anciens, il n'y a pas de pas des jeunes, et bien ce pays n'a pas d'avenir. Je suis donc heureux de participer à l'éclosion des talents de notre cher continent. Sensibilisons et mobilisons nous pour rendre belle cette fête continentale qui concerne la jeunesse africaine tout entière», a-t-il exhorté.

Cette finale sera dotée de deux trophées respectivement dédiés à Faure Essosimna Gnassingbé pour le remercier vue ses actions de paix et ses actions à l'endroit des jeunes et à Obiang N'guéma Mbasogo pour son panafricanisme et sa disponibilité à la jeunesse africaine.

Ce tournoi qui a servi de vitrine pour l'éclosion des jeunes talents du football venus du Togo, du Bénin, du Ghana et de la Guinée Equatoriale est à mettre à l'actif de la fondation Issa Hayatou, une organisation internationale qui ceuvre depuis plusieurs années dans le social, l'humanitaire et dans la promotion de la paix en Afrique.

Modeste

KPAKPATO

QUI T'A DEMANDÉ?

Mon ami, c'est comment ? Et la rentrée « colère » ? J'espère que tu as pu acheté fournitures pour ta ribambelle d'enfants. Parce que cette année comme toutes les autres années, c'est chaud dans les poches deh ! Mais on ne peut rien il faut que les enfants aillent à l'école. C'est à eux l'avenir demain. C'est eux qui vont nous regarder demain. Mon ami, quelqu'un m'a raconté une histoire qui m'a beaucoup touché. Il faut qu'on a qu'à faire attention avec ordinaire, téléphone portable et puis quoi encore quand on veut dormir la nuit. Lis-ça voir. Un couple a perdu leur fils de 25 ans dans un incendie, il y a quelques mois... Le fils avait obtenu son diplôme de MBA deux semaines plus tôt, et était rentré chez lui passer quelques jours avec ses parents !! Un après-midi, après le déjeuner pris avec son père à la maison, il décide d'aller faire une sieste dans sa chambre, en attendant le retour de sa mère qui était au travail... Quelque minutes plus tard, leurs voisins aperçurent une fumée noire qui sortait de leur maison et décidèrent d'appeler 911...Malheureusement, malgré l'aide des pompiers qui arrivèrent rapidement sur les lieux, le fils de 25 ans succomba instantanément à cet incendie, car le feu avait commencé dans sa chambre. Il fallu plusieurs jours d'enquête approfondie pour déterminer la cause de cet incendie. Cette enquête a fini par conclure que l'incendie a été causé par un ordinateur portable trouvé calciné sur le lit du jeune homme... Les enquêteurs ont pu déduire que le jeune homme s'était assoupi en laissant l'ordinateur allumé sur le lit à côté de lui...Le ventilateur de refroidissement de l'ordinateur n'a pas pu recevoir de l'air pour refroidir l'appareil comme il se doit, ce qui a causé que l'appareil chauffe au point de provoquer l'incendie... Ce jeune homme n'a même pas eu la chance de tenter de sortir du lit ou de la chambre, car il est mort asphyxié en inhalant le monoxyde de carbone émis par l'ordinateur portable brûlant. Hmmm !ça fait mal hein !

Togomètre

En forme

Serge Benissan

Oui, lui c'est Serge Benissan alias Sergio Sport qui depuis des années a pris des initiatives pour ne pas faire oublier les vieilles gloires du football togolais en organisant à chaque année des tournois de retrouvailles pour les gaillards. Ayant pris par la fin, il redescend par le début et depuis quelques jours, il organise le tournoi des jeunes de moins de 15 ans pour pouvoir avoir une bonne pépinière en matière de football. Notre sport roi souffre depuis de grands maux de relève. Entre temps c'était avec une société de transfert de fonds en l'occurrence Western Union que le tournoi des jeunes de cet acabit avait été organisé. Beaucoup de talents avaient été découverts là-bas. Ce qui avait amené le Togo organisé une CAN des moins de 17 ans à Lomé. Mais depuis lors, personne n'a plus pensé à reprendre cette expérience par le bas. Personne n'osait le faire. Et la conséquence, c'est qu'on a connu le déclin dans notre football. Voyant cet état de fait qui est en train d'enfoncer le football togolais dans l'abîme, Serge Benissan s'est lancé dans cette aventure. Rehausser l'éclat du sport roi en préparant une pépinière de jeunes pour avoir, d'autres Adebayor ou encore les Drogba ou Etoo. Lorsqu'on prend les clubs il n'y a aucune organisation de ce genre, où il les minimes, les cadets, les juniors et les séniors. Bon vent donc Sergio pour son initiative et qu'il soit soutenu dans ses actions. Parce qu'il le fait dans l'intérêt du pays.

En panne

Abalo Dosseh

Lui, c'est le coach malheureux des Eperviers locaux. Il n'a jamais su s'imposer à la tête de cette équipe locale. Depuis qu'il a été nommé à ce poste, il a donné l'impression qu'il ne maîtrisait rien et qu'il n'avait pas de coudée franche pour accomplir au mieux sa mission. Puisque lui-même a eu à dire que très souvent le coach Claude Leroy a son mot à dire dans le choix des joueurs. Il a trop écouté celui-ci au point où il a raté sa mission. En autant de matches que ce soit amicaux ou officiels, il n'a jamais obtenu de victoire avec les Eperviers locaux. A chacune de ses sorties, l'on nous chante que les joueurs ont bien développé le jeu mais que seulement, c'est la finition qui a manqué. A chaque fois, c'est toujours la même chanson. Le Togo a été éliminé sur deux fronts. La CHAN par le Bénin et la Coupe de l'UFOA par la Côte d'Ivoire. Malgré la domination des Eperviers locaux sur les deux fronts, ils ont été sortis sur les séances de tirs aux buts. Au Bénin, c'est des maladresses. Et au Ghana, c'est également sur les erreurs de coaching. Comment peut-on demander à un joueur qui a raté un pénalty lors des séances de tirs au but de reprendre la même chose sans qu'il soit travaillé psychologiquement. Abalo Dosseh doit revoir sa copie et s'imposer. On compte sur ses qualités c'est pour cela qu'il a été nommé sélectionneur des locaux.

PUBLICITÉ

Annuaires TOGO

Togotelecom

www.annuairestogo.tg

Nous sommes l'outil qu'il vous manque.

Renforcez votre visibilité

Augmentez votre impact

Powered by CIECH Software